



CIRLY



Site de Brignais (69)

Dossier de demande d'enregistrement ICPE au titre de la rubrique 2565

Pièce jointe n°6 : Analyse de conformité à l'AMPG



Juin 2023

Le site étudié est soumis à enregistrement au titre de la rubrique 2565.

Il est donc visé par l'**Arrêté du 09/04/2019** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n°2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Analyse de conformité à l'AMPG du 09/04/2019 – Rubrique 2565 à Enregistrement

Dans le cadre du présent dossier d'enregistrement, la conformité du site vis-à-vis de l'arrêté sus-cité est présentée dans le tableau en pages suivantes.

Les prescriptions sont évaluées ainsi :

- **Conforme** ;
- **Mise en conformité prévue** : pour ces prescriptions, une action est prévue pour assurer la conformité de l'installation ; ces actions sont regroupées dans un plan d'actions en fin d'analyse ;
- **Non-conforme** : pour ces points, une demande d'aménagement aux prescriptions générale est réalisée dans la **Pièce jointe n°7** du dossier ;
- **A vérifier** : il s'agit des prescriptions de surveillance imposant des valeurs seuils (rejet eau, rejet air, bruit) pour lesquelles aucune mesure n'est disponible à ce jour ;
- **Non applicable ou Sans objet (/)** : les dispositions informatives (définitions de vocabulaire, éventuelle cessation d'activité, communes de diffusion de l'arrêté, etc.) et les dispositions non applicables au projet (activité non réalisée, etc.).

Tableau 1 : Analyse de la conformité du site vis-à-vis de l'AM du 09/04/2019 – Rubrique 2565

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
ARTICLE 1		
<p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques 2564 ou 2565 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Le présent arrêté s'applique aux installations nouvelles enregistrées à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi qu'aux installations dont le dossier de demande d'autorisation a été régulièrement déposé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Les installations existantes sont les installations régulièrement, autorisées ou bénéficiant de l'article L. 513-1 du code de l'environnement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Le présent arrêté s'applique aux installations existantes à l'exception des dispositions prévues aux articles 3, 4, 5, 11, 12, 13, 14 (points c et d), 24 (dernier alinéa), 25, 27, 29 et 39.</p> <p>Cet arrêté s'applique sans préjudice des prescriptions auxquelles ces installations existantes sont déjà soumises et qui demeurent applicables.</p> <p>Dans le cas d'une extension d'une installation existante nécessitant un nouvel enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les articles 5, 11, 12, 13 et 39 ne s'appliquent qu'à la partie constructive de l'extension. Les locaux existants restent, pour ces articles, soumis aux dispositions antérieures ; – l'article 14 (points c et d) est applicable, pour la partie existante de l'installation, dans le délai d'un an suite au dépôt du nouvel enregistrement ; – les autres articles du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble de l'installation. 	/	Le site est une installation nouvelle (enregistrement ICPE à faire auprès de l'administration).
ARTICLE 2 - DEFINITIONS		
Au sens du présent arrêté, on entend par : [...]	/	/
TITRE IER : DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS		
CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES		
ARTICLE 3 - CONFORMITE DE L'INSTALLATION		
<p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	Conforme	L'exploitant se conformera à cette prescription.

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
ARTICLE 4 - DOSSIER INSTALLATION CLASSEE		
<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; – le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; – l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; – les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; – les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> ○ le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 8) ; ○ les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 8) ; ○ le plan général des ateliers et stockages indiquant les zones de danger ainsi que le plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation (cf. article 10) ; ○ les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. article 11) ; ○ le schéma de tous les réseaux régulièrement mis à jour (cf. article 15) ; ○ les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 17) ; ○ les consignes d'exploitation (cf. article 22) ; ○ le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. article 22) ; ○ le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. article 26) ; ○ le plan des réseaux de collecte des effluents et la justification du dimensionnement du bassin de confinement (cf. articles 20 et 27) ; ○ en cas de raccordement à une station d'épuration collective, étude de raccordement justifiant de l'aptitude au traitement des rejets (article 33) ; ○ le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 35) ; ○ les justificatifs relatifs à l'élimination des déchets (cf. article 42) ; ○ le programme de surveillance des émissions (cf. article 44) ; ○ les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 46) ; ○ le schéma de maîtrise des émissions de COV s'il est mis en œuvre au sein de l'installation (cf. article 48.5) ; ○ les résultats de l'autosurveillance air (cf. articles 49 et 58) ; ○ le plan de gestion des solvants si l'installation consomme plus d'une tonne de solvant par an (cf. article 51). <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Conforme	<p>L'exploitant conservera :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le dossier d'enregistrement ICPE et le récépissé de dépôt, – l'arrêté d'enregistrement, – les résultats de surveillance, – tous les documents prévus par le présent arrêté.
CHAPITRE II : EXPLOITATION ET AMENAGEMENT		
ARTICLE 5 - IMPLANTATION		
<p>Les locaux dans lesquels sont réalisées les activités de traitement de surface sont implantés à une distance minimale de dix mètres des limites de la propriété où l'installation est implantée et à plus de 20 mètres des habitations et des établissements recevant du public.</p> <p>L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>	Conforme	<p>Le bâtiment est à plus 10 m des limites de propriété.</p> <p>L'habitation la plus proche est à environ 25 m au sud du bâtiment.</p> <p>La partie nord du bâtiment (RDC et R+1) est occupée par un locataire.</p> <p>Les installations occupées par CIRLY sont adjacentes, mais ni au-dessus, ni en dessous de ce locataire.</p>
ARTICLE 6 - INTEGRATION DANS LE PAYSAGE ET ENVOL DES POUSSIÈRES		
<p>L'exploitant adopte les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le site est maintenu en bon état de propreté ; – les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; – les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; – les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; – des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. 	Conforme	<p>Le site est maintenu propre.</p> <p>Les voies de circulation sont toutes aménagées. Les véhicules circulent uniquement sur ces voiries imperméabilisées.</p> <p>Les surfaces non construites sont engazonnées et végétalisées.</p> <p>Le site est bordé à l'est par une forêt.</p>

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
CHAPITRE III : EXPLOITATION		
ARTICLE 7 - SURVEILLANCE ET ACCES A L'INSTALLATION		
<p>Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant. Cette personne a une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.</p>	Conforme	<p>L'exploitation est supervisée par le Directeur du site.</p> <p>L'accès au site est contraint par une clôture au nord et à l'ouest, et par un mur au sud.</p> <p>Le portail d'accès au nord est maintenu fermé.</p>
	Mise en conformité prévue	<p>Aucune clôture n'est présente à l'Est (mais la forêt limite l'accès au site).</p> <p>→ Travaux de mise en conformité : Mise en place une clôture à l'Est du site.</p>
ARTICLE 8 - GESTION DES PRODUITS		
<p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.</p>	Conforme	<p>Les fiches de données de sécurité des produits sont enregistrées numériquement.</p> <p>Les produits sont stockés sur rétention, en tenant compte des incompatibilités.</p> <p>Les 2 nouvelles cuves de 10 m³ destinées au stockage respectivement des acides et des bases usagés des bains de traitement seront double peau ou installées sur rétention.</p> <p>L'exploitant dispose d'un état des stocks, indiquant les produits stockés, les quantités et les dangers associés.</p>
	Mise en conformité prévue	<p>→ Mesure organisationnelle : Les cuves de traitement indiqueront les produits qu'elles contiennent et les étiquetages dangereux associés.</p>
ARTICLE 9 - PROPRETE DE L'INSTALLATION		
<p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets.</p> <p>Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>Toutes les précautions sont prises pour éviter les risques d'envols de déchets, notamment lors de leur enlèvement mais aussi dans leur gestion usuelle par l'exploitant.</p>	Conforme	<p>Le site est correctement entretenu. Les locaux sont maintenus propres.</p> <p>Les déchets de production sont stockés dans une zone dédiée dans le bâtiment, ainsi que dans une benne DIB en extérieur. Ils sont évacués par des prestataires.</p> <p>Les déchets de bureaux sont stockés dans des poubelles, sur une aire en extérieur. Ils sont évacués par le service de collecte communal.</p>
CHAPITRE IV : PREVENTION DES ACCIDENTS ET DE POLLUTIONS		
SECTION 1 : GENERALITES		
ARTICLE 10		
<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p>	Conforme	<p>Le plan des zones à risques localise :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les locaux de stockage des produits, où sont stockés plusieurs produits inflammables ou toxiques, L'atelier de traitement de surface, où plusieurs cuves contiennent des produits inflammables ou toxiques, Le local d'étamage (cuve d'étain en fusion), La cabine de vernis (produits inflammables), Le local de presse (huile hydraulique au-dessus de son point éclair).

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).	Conforme	Un plan de localisation des cuves de traitement de surface et de leur composition est présent sur le site (fichier « plan cuves et produits chimiques »).
ARTICLE 11 - COMPORTEMENT AU FEU		
Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes : – la structure est de résistance au feu R30 ; – les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.	Conforme	La résistance au feu de la structure du bâtiment est R30. Les murs extérieurs sont en béton ou bardage métallique (donc A2s1d0).
Les locaux à risque définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : – murs et parois séparatifs REI 120 ; – planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ; – portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120.	Mise en conformité prévue	Comme défini à l'article 10, les locaux à risques sont : le local de stockage de produits chimiques, l'atelier de traitement de surface, le local d'étamage, le local d'application de vernis, le local de presse. Le local de stockage de produits chimiques, le local d'étamage, le local de vernis et le local de presse sont des locaux à risque d'incendie. Actuellement, ces locaux ne respectent pas les dispositions coupe-feu demandées : les murs ne sont pas REI 120 et les portes ne sont pas EI 120. → Travaux de mise en conformité : ces locaux seront mis coupe-feu 2h : flocage REI 120 sur les parois et plafond, et remplacement des portes pour être EI 120.
En l'absence de tout stockage ou emploi de liquide inflammable, l'exploitant peut déroger aux dispositions relatives à ces locaux à risque aux deux conditions suivantes : – les locaux à risque disposent d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme sonore et visuel sur site permettant l'intervention dans les meilleurs délais du personnel formé aux moyens de lutte contre l'incendie définis à l'article 14 ci-après. – la structure est de résistance au feu R30 et les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.	Conforme	L'atelier de traitement de surface n'est pas coupe-feu. Toutefois : – Seuls des produits toxiques sont présents dans l'atelier de traitement de surface. – Le seul produit inflammable utilisé est le produit « ENTEK CU-56 P » dans un bain en concentration à 0,5% et avec 99,5% d'eau : le mélange dans le bain est donc non inflammable. – Une détection incendie est mise en place dans l'atelier (voir article 19). – La structure est R30 et les murs extérieurs du bâtiment sont A2S1d0. Ainsi, l'atelier de traitement de surface entre dans la dérogation possible aux dispositions de résistance au feu. Dans ce contexte, l'atelier est considéré conforme.
Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	Conforme	Suite aux travaux, les documents attestant des propriétés de résistance au feu seront conservés.
S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions propres aux locaux à risque.	/	Il n'y a pas de chaudière sur le site.
ARTICLE 12 - ACCESSIBILITE		
I. Accès au site L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.	Conforme	Le site est accessible par l'accès principal au nord.

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	Mise en conformité prévue	Un parking est prévu pour le stationnement des voitures. Une aire de stationnement pour poids-lourds est prévue devant le bâtiment. → Travaux de mise en conformité : suite aux travaux de réaménagement du parking, ces places de stationnement n'empièteront pas sur les voiries du site, ni sur l'aire de retournement des pompiers.
L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.	Mise en conformité prévue	Le portail s'ouvre par l'interphone, depuis les bureaux. → Travaux de mise en conformité : un système d'accès pour le SDIS sera mis en place en cas d'absence de personnel sur le site. Plusieurs systèmes sont envisageables (digicode, clé, appel à distance). Le choix sera réalisé en concertation avec le SDIS.
II. Voie engins Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none"> la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; l'accès au bâtiment ; l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ; l'accès aux aires de stationnement des engins. Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction. Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15% ; dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins. En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. Le positionnement de la voie engins est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.	Mise en conformité prévue	La voirie du site commence au portail d'accès, traverse la zone de parking de voitures et s'arrête devant l'entrée nord du bâtiment. La voirie n'est présente que sur la façade nord du bâtiment (et l'espace disponible autour du bâtiment ne permet pas de créer une voirie périphérique). → Travaux de mise en conformité : Une aire de retournement de 20m de diamètre sera aménagée sur le parking pour permettre l'accès des pompiers.
III. Aire de stationnement III.1. Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II. Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.	Non-conforme	Aucune aire de mise en station des moyens élévateurs pompiers n'est présente actuellement. Compte tenu de l'espace disponible, l'aire pouvant être aménagée sera en impasse. → Demande de dérogation (voir PJ n°7) pour l'aire de mise en station des moyens élévateurs aériens
Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.	/	Absence de plancher haut à plus de 8m.
Chaque aire de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte les caractéristiques suivantes : [...]	/	/

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
<p>III.2. Aires de stationnement des engins</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : [...]</p>	/	<p>Aucun point d'eau incendie n'est présent sur le site.</p> <p>Le point d'eau le plus proche est un poteau public à environ 25-30m du portail d'entrée du site.</p>
<p>IV. Documents à disposition des services d'incendie et de secours</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux. 	Conforme	<p>Le site dispose du plan des locaux à risques, des plans localisant les moyens d'intervention incendie, de consignes d'accès des secours.</p>
ARTICLE 13 - DESENFUMAGE		
<p>Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle.</p> <p>Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> 2% si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ; à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2% de la superficie des locaux. <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p>	Mise en conformité prévue	<p><u>Local Vernis et local Etamage :</u></p> <p>Aucun ouvrant de désenfumage n'est présent dans le local Vernis et dans le local Etamage.</p> <p>→ Travaux de mise en conformité : La mise en place de trappe de désenfumage dans ces locaux est prévue (en cours de conception).</p>
	Mise en conformité prévue	<p><u>Local de stockage de produits + Atelier :</u></p> <p>Des ouvrants de désenfumage sont présents en toiture de l'atelier et du local de stockage de produits.</p> <p>En revanche, les commandes de désenfumage ne sont pas automatiques.</p> <p>→ Travaux de mise en conformité : Un système de déclenchement automatique sera mis en place (déclenchement asservi à la détection incendie, ou détection locale à l'exutoire par fusible).</p> <p>Les surfaces de désenfumage sont inférieures à 2% de la surface des locaux (a priori 1%).</p> <p>→ Travaux de mise en conformité : Des ouvrants de désenfumage seront à ajouter de sorte à représenter une surface utile de 2% de la surface des locaux.</p> <p>La fermeture des trappes est possible depuis les commandes de désenfumage.</p> <p>Les commandes d'ouvertures manuelles sont placées à proximité des issues de secours.</p> <p>Les systèmes de désenfumage sont adaptés aux risques et vérifiés tous les ans.</p> <p>A ce jour, les amenées d'air frais peuvent être réalisées uniquement par les portes de quai. La surface de ces ouvertures n'est pas suffisante.</p> <p>→ Travaux de mise en conformité : Des amenées d'air frais seront créées, en cohérence avec les trappes de désenfumage à ajouter.</p>

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.	/	Aucun système d'extinction automatique d'incendie n'est présent sur le site.
ARTICLE 14 - MOYENS DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE		
L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;	Conforme	a) Pendant les heures d'ouverture : les services d'incendie sont alertés par téléphone si nécessaire. Un bouton d'alarme incendie est présent à la sortie sud-est du bâtiment. Notons qu'aucun système n'existe en dehors des heures d'ouverture.
b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.	Conforme	b) Des extincteurs sont répartis sur le site en fonction des risques des installations (eau additivité, poudre et CO ₂).
c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation. S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ; indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ; implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau. L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;	Mise en conformité prévue	c) Aucun poteau incendie n'est présent sur le site. Un poteau incendie est présent sur la voie publique, à 100 m au nord de l'accès au bâtiment. D'après les documents d'urbanisme, le débit fourni par ce poteau est de 90 m ³ /h, ce qui permettra de répondre aux besoins d'extinction D9 du site, une fois les travaux de séparation coupe-feu réalisés.
d) D'un dispositif de détection automatique (en cas d'emploi de liquides inflammables).	Conforme	d) Des liquides inflammables sont stockés et employés sur le site. Une détection automatique incendie avec report à un service de télésurveillance 24h/24 est installée sur le site.
Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.	Conforme	Les moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie sont révisés périodiquement.
L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.	/	Absence de réseau incendie sur le site actuellement.
ARTICLE 15 - CANALISATIONS		
Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le repérage des bouches de dépotage des produits chimiques permet de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons. L'ensemble des appareils susceptibles de contenir des substances ou mélanges dangereux est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.	Conforme	Les canalisations de transport de produits dangereux et d'eaux industrielles sur le site sont adaptées aux produits transportés. L'exploitant assure la vérification périodique des tuyauteries et canalisations. Les réseaux sont indiqués sur le plan en PJ 3.

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
SECTION 2 : DISPOSITIF DE PREVENTION DES ACCIDENTS		
ARTICLE 16 - MATERIELS UTILISABLES EN ATMOSPHERES EXPLOSIBLES		
Dans les parties de l'installation visées à l'article 10 (produits inflammables) et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.	Mise en conformité prévue	<p>Une étude ATEX a été réalisée en novembre 2021.</p> <p>Il a été identifié 2 zones ATEX, en raison des poussières d'époxy :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dans le local de perçage des plaques : <ul style="list-style-type: none"> ○ Zone 21 sur 1 m autour des zones de perçage ○ Zone 22, sur 1 m autour des zones 21 – Dans le filtre de décolmatage : <ul style="list-style-type: none"> ○ Zone 20 à l'intérieur du filtre de décolmatage <p>→ Travaux de mise en conformité : La vérification de la conformité des appareils dans ces zones ATEX est en cours. Les appareils seront remplacés si nécessaire et un affichage « ATEX » sera indiqué.</p>
ARTICLE 17 - INSTALLATIONS ELECTRIQUES, ECLAIRAGE ET CHAUFFAGE		
L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	Conforme	Les installations électriques sont révisées tous les ans.
Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.	Conforme	Les équipements métalliques sont mis à la terre.
Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.	Mise en conformité prévue	<p>Le caractère non gouttant (d0) des skydomes n'est pas connu.</p> <p>→ Travaux de mise en conformité : Les skydomes seront remplacés par des skydomes d0.</p>
Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.	Conforme	<p>Le chauffage de l'atelier est régulé par un système d'air conditionné (soufflage d'air chaud ou froid) alimenté par le groupe froid en extérieur.</p> <p>Les installations de chauffage sont vérifiées tous les ans.</p>
Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts.	Conforme	<p>Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art.</p> <p>Les systèmes de refroidissement sont fermés.</p>
ARTICLE 18 - VENTILATION DES LOCAUX		
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).</p>	Mise en conformité prévue	<p>Les locaux sont ventilés.</p> <p>Actuellement, les débouchés sont à l'horizontal en façades Est et Ouest du bâtiment, et pas à 1m au-dessus de la toiture.</p> <p>Les débouchés sont à environ 60 m de la 1^{ère} habitation au sud.</p> <p>→ Travaux de mise en conformité : Les débouchés de ventilation des locaux seront placés à la verticale, en toiture à 1m au-dessus du faîtage, le plus au nord possible du bâtiment.</p>
ARTICLE 19 - SYSTEMES DE DETECTION AUTOMATIQUE		
Un dispositif de détection d'incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés en application des articles 11 et 14.	Conforme	Une détection automatique incendie avec report à un service de télésurveillance 24h/24 est installée sur le site.
<p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Conforme	<p>L'exploitant conservera le dimensionnement du système et une liste des détecteurs présents.</p> <p>Un contrôle annuel des détecteurs sera réalisé.</p>

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
SECTION 3 : DISPOSITIF DE RETENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES		
ARTICLE 20 - STOCKAGES ET RETENTIONS		
I. Dispositions générales Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.	Conforme	Toutes les installations du site sont sur un sol étanche : dalle béton et résine. Des points bas de collecte sont présents dans l'atelier en cas de fuites.
Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> 100% de la capacité du plus grand réservoir ; 50% de la capacité totale des réservoirs associés. 	Conforme	Tous les stockages de produits dangereux sont sur rétentions. Les 2 nouvelles cuves de 10 m ³ destinées au stockage respectivement des acides et des bases usagés des bains de traitement seront double peau ou installées sur rétention.
Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts ; dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ; dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. 	Conforme	Les bidons de produits chimiques sont sur rétentions.
La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.	Conforme	Les rétentions sont adaptées aux produits qu'elles peuvent contenir. Leur étanchéité peut être contrôlée à tout moment.
Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.	/	Il n'y a pas de réservoir fixe sur le site (hormis les bains de traitement).
Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.	/	Il n'y a pas de stockage de produits en extérieur.
Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	Conforme	Toutes les installations du site sont sur un sol étanche : dalle béton et résine.
II. Cuves et chaînes de traitement Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> 100% de la capacité de la plus grande cuve ; 50% de la capacité totale des cuves associées. Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.	Conforme	Tous les bains de traitement (en « machine » ou en cuves ouvertes) sont sur rétention.
	Mise en conformité prévue	Les bains de traitement des lignes de métallisation (ligne électrolytique et ligne chimique) sont sur des caillebotis, avec une rétention de 3,6 m ³ . La rétention n'est actuellement pas conforme. → Travaux de mise en conformité : La rétention sera compartimentée pour tenir compte des incompatibilités des produits. Elle sera redimensionnée pour satisfaire les consignes ci-contre.
III. Rétentions et bassin de confinement L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.	Mise en conformité prévue	Aucun bassin de rétention (ou un autre dispositif équivalent) des eaux d'extinction incendie n'est présent sur le site. Un bassin de collecte des eaux pluviales de 63 m ³ est présent sur le parking, mais ne dispose pas de vanne de coupure. D'après le calcul D9a, le volume de rétention requis (après les travaux de séparation coupe-feu) sera de 215 m ³ . → Travaux de mise en conformité : Deux nouveaux bassins de 76 m ³ unitaire seront ajoutés en enterré sur le parking. Une vanne de coupure sera mise à l'aval des 3 bassins pour confiner les eaux en cas d'incendie.

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
IV. Chargement et déchargement Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions.	Mise en conformité prévue	Aucun produit n'est livré par véhicule citerne. Les seuls véhicules citernes sont pour le pompage des bains de traitement usagés. Ils se placent sur le parking extérieur. → Un déversement accidentel pourra être collecté dans les ouvrages de rétention du site.
V. Réserves de produits et matières consommables L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, comme, par exemple, résines échangeuses d'ions, manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, pièces d'usure, électrodes de mesures de pH.	Conforme	Le matériel nécessaire pour le fonctionnement du site est stocké dans le magasin.
SECTION 4 : DISPOSITION D'EXPLOITATION		
ARTICLE 21 - TRAVAUX		
<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter un point chaud sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Conforme	<p>Toute intervention par une entreprise extérieure fait l'objet d'un permis d'intervention.</p> <p>Toute intervention par point chaud est précédée d'un permis de feu.</p>
ARTICLE 22 - CONSIGNES ET PROTECTION INDIVIDUELLE		
I. Consignes de sécurité Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : <ul style="list-style-type: none"> les conditions dans lesquelles sont délivrés les substances et mélanges dangereux et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ; la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ; les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection s'il existe ; les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ; les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour éviter l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au III de l'article 20 ; les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.</p>	Conforme	<p>Toutes les consignes de sécurité sont rédigées et portées à la connaissance du personnel par le livret d'accueil, par des affichages et par le règlement intérieur.</p>

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
II. Consignes d'exploitation Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none"> – la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ; – la fréquence de vérification des dispositifs contribuant directement à la sécurité des installations ou à la protection de l'environnement ; – la limitation dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières dangereuses ou combustibles nécessaires pour permettre au maximum le fonctionnement de l'installation pour une production journalière ; – la vérification périodique prévoit le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, (thermoplongeurs, rétentions, canalisations, etc.) Les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement sont définies par un préposé dûment formé. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Conforme	Toutes les consignes d'exploitation sont rédigées. Les vérifications périodiques des installations sont consignées dans des registres (papier ou numérique) sur le site.
III. Protection individuelle Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.	Conforme	Les employés sont équipés d'EPI adaptés.
CHAPITRE V : EMISSIONS DANS L'EAU		
SECTION 1 : PRINCIPES GENERAUX		
ARTICLE 23 - APPLICABILITE		
Les articles 32, 33, 34, 35 et 46 ne sont pas applicables aux installations ne présentant pas de rejets dans l'eau liés à l'activité (eaux de rinçage, de process, purges, etc.).	/	Les installations sont à l'origine d'effluents aqueux.
ARTICLE 24 - COMPATIBILITE AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITE DU MILIEU		
Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en matière de : <ul style="list-style-type: none"> – compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ; – réduction ou suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III). Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10% du flux admissible par le milieu.	Mise en conformité prévue	Les eaux pluviales du site se déversent dans le réseau collectif d'eaux pluviales ou dans un fossé, avant de rejoindre le milieu naturel, le Merdanson d'Orliénas. Celui-ci rejoint le Garon après environ 3 km, puis le Rhône à environ 9 km. Les eaux du réseau d'assainissement du site sont rejetées dans le réseau d'assainissement urbain des eaux usées rejoignant la STEP de Givors. Les eaux usées sanitaires sont rejetées au réseau d'assainissement. Les eaux pluviales sont rejetées au réseau pluvial. → Travaux de mise en conformité : Un séparateur d'hydrocarbures sera mis en place pour filtrer les eaux avant rejet. Actuellement, les eaux usées industrielles sont rejetées dans le réseau d'assainissement communal. → Travaux de mise en conformité : Un dispositif de traitement (sur résines) sera installé sur le site. La majorité des eaux industrielles (hormis les concentrés de développeuses et les eaux de dégraissages) seront traitées et réutilisées dans le procédé. Les concentrés de développeuses et les eaux de dégraissages (9 m³/an) seront stockés et évacués comme déchet, car non compatibles pour un rejet vers le réseau collectif d'eaux usées.

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
SECTION 2 : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU		
<i>ARTICLE 25 - PRELEVEMENTS D'EAU</i>		
<p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du Code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	Conforme	<p>La zone étudiée est sur la Zone de Répartition des Eaux de la « nappe alluviale du Garon ». Toutefois, aucun prélèvement au milieu naturel n'est réalisé. Le site est alimenté par le réseau d'alimentation en eau potable de la commune.</p> <p>Des mesures de réduction de la consommation en eau sont présentes sur le site. Une fois le dispositif de traitement et recyclage des eaux industrielles, les consommations en eau réduiront.</p> <p>Aucune réfrigération en circuit ouvert n'est réalisée.</p>
<i>ARTICLE 26 - OUVRAGES DE PRELEVEMENTS</i>		
Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Conforme	<p>Le site dispose d'un compteur d'eau permettant le relevé des consommations.</p> <p>Les consommations sont consignées dans un registre.</p>
Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée peut être vérifié régulièrement et entretenu.	Conforme	Un disconnecteur est présent sur le raccordement au réseau d'eau potable.
Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 de code de l'environnement.	/	Absence de prélèvement dans un cours d'eau.
SECTION 3 : COLLECTE ET REJETS DES EFFLUENTS		
<i>ARTICLE 27 - COLLECTE DES EFFLUENTS</i>		
Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées (bains usés, effluents industriels, eaux pluviales polluées, etc.) des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.	Non-conforme	<p>Le système de collecte des eaux usées et des eaux pluviales est séparatif.</p> <p>En revanche, les eaux pluviales de voiries (susceptibles d'être polluées par des matières en suspension et traces d'hydrocarbures liées à la circulation des véhicules) et les eaux pluviales de toiture (eaux propres) sont collectées ensemble par construction.</p> <p>A noter que ces eaux rejoignent le même exutoire : réseau pluvial communal. En particulier, l'infiltration des eaux propres de toiture n'est pas possible sur le site.</p> <p>→ Demande de dérogation (voir PJ n°7) pour la collecte des eaux pluviales de toiture et de voiries ensemble</p>
En complément des dispositions prévues à l'article 15, les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372 dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.	Mise en conformité prévue	<p>Les eaux industrielles correspondent aux eaux de l'atelier de traitement de surface. Comme certaines cuves de traitement de surface contiennent des produits toxiques (H301, H310, H311, H331), les bains de rinçage sont susceptibles de contenir des produits toxiques.</p> <p>Un bassin de tamponnement permet de lisser le pH des effluents rejetés. En revanche, aucun système de traitement n'est aujourd'hui présent.</p> <p>→ Travaux de mise en conformité : Un dispositif de traitement (sur résines) sera installé sur le site. Les eaux susceptibles de contenir des produits toxiques seront traitées et réutilisées dans le procédé (circuit fermé : absence de rejet).</p>
Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.	Conforme	Le plan à jour des réseaux du site est en PJ 3.

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY									
ARTICLE 28 - POINTS DE REJETS											
Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.	Conforme	Aucun rejet n'est réalisé au milieu naturel. Les points de rejets aux réseaux (un point de rejet au réseau d'assainissement et un point de rejet au réseau pluvial) disposent d'un regard permettant un prélèvement.									
ARTICLE 29 - REJET DES EAUX PLUVIALES											
En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 33 avant rejet au milieu naturel.	Mise en conformité prévue	Les eaux pluviales de voiries et les eaux pluviales de toiture sont collectées ensemble (voir article 27). Actuellement, aucun débourbeur/déshuileur n'est présent sur le site pour traiter les eaux pluviales de voiries avant rejet au réseau. → Travaux de mise en conformité : Un débourbeur/déshuileur sera mis en place pour traiter les eaux pluviales de voiries avant rejet.									
	Mise en conformité prévue	Actuellement, l'ouvrage de régulation du débit rejeté (bassin de rétention enterré d'environ 63 m³) n'est pas suffisant pour la gestion d'une pluie de retour de 30 ans. → Travaux de mise en conformité : Deux 2 bassins de rétention de 76 m³ unitaires seront ajoutés sur le parking. Ils permettront d'assurer la gestion d'une pluie de retour de 30 ans.									
ARTICLE 30 - EAUX SOUTERRAINES											
Tout déversement d'eaux résiduares en nappe souterraine, direct ou indirect (épandage, infiltration, etc.), total ou partiel, est interdit. Tout déversement à l'intérieur des périmètres de protection des gîtes conchylicoles et des périmètres rapprochés des captages d'eau potable est interdit.	Conforme	Aucun rejet n'est effectué dans la nappe (sauf bien sûr l'infiltration des eaux pluviales précipitées sur les zones non imperméabilisées du site). Le site étudié n'est pas sur un gîte conchylicole, ou un périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable.									
SECTION 4 : VALEURS LIMITES D'EMISSIONS											
ARTICLE 31 - GENERALITES											
Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.	Conforme	Tous les effluents aqueux sont canalisés. Les eaux pluviales et les eaux usées sont collectées séparément (travaux de mise en conformité en 2017). Il n'y a pas de dilution.									
ARTICLE 32 - TEMPERATURE ET PH											
La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés n'est pas supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50°C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.	Conforme	Une fosse de tamponnement récupère les eaux usées avant rejet au réseau. Cette fosse permet de lisser la teneur en pH des rejets. Les analyses disponibles indiquent des résultats conformes : <table><tr><th></th><th>pH</th><th>T (°C)</th></tr><tr><td>Novembre 2017</td><td>7,8</td><td>/</td></tr><tr><td>Avril 2018</td><td>8</td><td>20</td></tr></table> Légende : Conforme , Non conforme		pH	T (°C)	Novembre 2017	7,8	/	Avril 2018	8	20
	pH	T (°C)									
Novembre 2017	7,8	/									
Avril 2018	8	20									

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
<p>Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement, les effets du rejet, mesurés dans les mêmes conditions que précédemment, respectent également les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">ne pas entraîner une élévation maximale de température de 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, de 3°C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchyliques ;ne pas induire une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;maintenir un pH compris entre 6 et 9 pour les eaux salmonicoles et cyprinicoles et pour les eaux de baignade, compris entre 6,5 et 8,5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et compris entre 7 et 9 pour les eaux conchyliques ;ne pas entraîner un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10% de la salinité pour les eaux conchyliques.	/	Absence de rejet au milieu naturel.
ARTICLE 33 - VLE POUR LE REJET DIRECT OU RACCORDE		
<p>I. Les rejets d'eaux résiduaires se font exclusivement après un traitement approprié des effluents. Ils respectent notamment les valeurs limites d'émission fixées ci-après.</p> <p>II. Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration industrielle/ 2750, mixte/ 2752 ou urbaine) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions.</p> <p>Lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions, en sortie de l'installation, des polluants autres que les macropolluants sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée en application de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique, par les collectivités auxquelles appartient le réseau.</p>	Mise en conformité prévue	<p>Les eaux résiduaires sont les eaux de l’atelier de traitement de surface : eaux de rinçage, rinçages morts, microgravures, développeuses, dégraissage.</p> <p>➔ Travaux : la gestion des eaux sera modifiée :</p> <ul style="list-style-type: none">Les eaux de rinçage, les rinçages morts et les microgravures seront traitées sur résines, et réutilisées dans le procédé (absence de rejet),Les eaux concentrés des développeuses et les eaux de dégraissage seront évacuées comme déchets vers des filières agréées.
<p>III. Sans préjudice des dispositions de l'article 24, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d’émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2e alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les valeurs limites d'émission en concentration sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté.</p> <p>Le rejet est dit direct lorsqu'il s'effectue dans le milieu naturel après la station de traitement de l'installation.</p> <p>Le rejet est dit raccordé lorsqu'il s'effectue dans le réseau de collecte d'une station d'épuration extérieure.</p> <p>Sans préjudice des valeurs limites d'émission en concentration définies aux articles suivants, les rejets de cadmium n'excèdent pas 0,3 gramme par kilogramme de cadmium utilisé.</p> <p><u>1. Polluants spécifiques du secteur d'activité :</u></p> <p>Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet au milieu naturel :</p>	/	Absence de rejet d’eau résiduaire dans le milieu naturel.

Prescriptions réglementaires				Conformité	Site CIRLY		
2. Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau							
Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :							
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	/	Absence de rejet d'eau résiduaire dans le milieu naturel.		
Diphényléthers bromés	-	-	50 µg/l (somme des composés)				
Tétra BDE 47*	5436-43-1	2919	25 µg/l				
Penta BDE 99*	60348-60-9	2916	25 µg/l				
Penta BDE 100	189084-64-8	2915	-				
Hexa BDE 153*	68631-49-2	2912	25 µg/l				
Hexa BDE 154	207122-15-4	2911	-				
HeptaBDE 183*	207122-16-5	2910	25 µg/l				
DecaBDE 209	1163-19-5	1815	-				
Chloroalcanes C10-13*	85535-84-8	1955	25 µg/l				
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	75-09-2	1168	50 µg/l au-delà de 1g/j				
Fluoranthène	206-44-0	1191	25 µg/l au-delà de 1g/j				
Naphtalène	91-20-3	1517	130 µg/l au-delà de 1g/j				
Mercure et ses composés*	7439-97-6	1387	25 µg/l				
Nonylphénols*	84-852-15-3	1958	25 µg/l				
Octylphénols	1806-26-4	6600 / 6370 / 6371	25 µg/l au-delà de 1g/j				
Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j				
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	1276	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j				
Trichloroéthylène	79-01-6	1286	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j				
Composés du tributylétain (tributylétain-cation) *	36643-28-4	2879	25 µg/l				
Autres substances de l'état chimique							
Di (2-éthylhexyl) phtalate (DEHP) *	117-81-7	6616	25 µg/l				
Acide perfluoro octanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l				
Quinoxyfène*	124495-18-7	2028	25 µg/l				
Dioxines et composés de dioxines* dont certains PCDD et PCB-DF	-	7707	25 µg/l				
Aclonifène	74070-46-5	1688	25 µg/l au-delà de 1g/j				
Bifénox	42576-02-3	1119	25 µg/l au-delà de 1g/j				
Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/l au-delà de 1g/j				
Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/l au-delà de 1g/j				
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l				
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*	76-44-8/ 1024-57-3	7706	25 µg/l				
Polluants spécifiques de l'état écologique							
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	- NQE si le rejet dépasse 1 g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25 µg/l - 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25 µg/l				
Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et satisfont en conséquence en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.							
Pour les autres métaux et métalloïdes susceptibles d'être mis en œuvre dans l'installation (zirconium, vanadium, molybdène, cobalt, manganèse, titane, béryllium, silicium, etc.), la concentration et le flux maximal journalier définis conformément aux dispositions de l'article 24, sont, sauf indication contraire, ceux mentionnés dans le dossier d'enregistrement.							

Prescriptions réglementaires				Conformité	Site CIRLY																																							
<p>3. Autres polluants</p> <p>Les valeurs limites en termes de concentration pour les autres polluants sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté :</p> <table><tr><th>Polluant</th><th>Rejet direct (en mg/l)</th><th>Rejet raccordé (en mg/l)</th><th>Condition sur le flux</th></tr><tr><td>MES</td><td>30</td><td>30</td><td>Si le flux est supérieur à 60 g/j</td></tr><tr><td>F</td><td>15</td><td>15</td><td>Si le flux est supérieur à 30 g/j</td></tr><tr><td>Nitrites</td><td>20</td><td>/</td><td>Si le flux est supérieur à 40 g/j</td></tr><tr><td>Azote global</td><td>50</td><td>150</td><td>Si le flux est supérieur à 50 kg/j</td></tr><tr><td rowspan="2">P</td><td>10</td><td>/</td><td>Si le flux est supérieur à 20 g/j (direct)</td></tr><tr><td>/</td><td>50</td><td>Si le flux est supérieur à 100 g/j (raccordé)</td></tr><tr><td>DCO</td><td>300</td><td>600</td><td>/</td></tr><tr><td>Indice hydrocarbure</td><td>5</td><td>5</td><td>Si le flux est supérieur à 10 g/j</td></tr><tr><td>AOX (*)</td><td>5</td><td>5</td><td>Si le flux est supérieur à 10 g/j</td></tr></table> <p>(*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80% du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle</p> <p>Si la valeur limite d'émission en DCO n'est pas pertinente compte tenu de la nature des effluents rejetés, elle peut être remplacée par une valeur limite d'émission en carbone organique total (COT = DCO/3)</p>				Polluant	Rejet direct (en mg/l)	Rejet raccordé (en mg/l)	Condition sur le flux	MES	30	30	Si le flux est supérieur à 60 g/j	F	15	15	Si le flux est supérieur à 30 g/j	Nitrites	20	/	Si le flux est supérieur à 40 g/j	Azote global	50	150	Si le flux est supérieur à 50 kg/j	P	10	/	Si le flux est supérieur à 20 g/j (direct)	/	50	Si le flux est supérieur à 100 g/j (raccordé)	DCO	300	600	/	Indice hydrocarbure	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j	AOX (*)	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j	/	Absence de rejet d’eau résiduaires dans le milieu naturel.
Polluant	Rejet direct (en mg/l)	Rejet raccordé (en mg/l)	Condition sur le flux																																									
MES	30	30	Si le flux est supérieur à 60 g/j																																									
F	15	15	Si le flux est supérieur à 30 g/j																																									
Nitrites	20	/	Si le flux est supérieur à 40 g/j																																									
Azote global	50	150	Si le flux est supérieur à 50 kg/j																																									
P	10	/	Si le flux est supérieur à 20 g/j (direct)																																									
	/	50	Si le flux est supérieur à 100 g/j (raccordé)																																									
DCO	300	600	/																																									
Indice hydrocarbure	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j																																									
AOX (*)	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j																																									
<p>ARTICLE 34 - CARACTERISATION DES VALEURS LIMITES</p> <p>Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse sont les méthodes de référence en vigueur.</p> <p>Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>Lorsque la valeur limite est exprimée par rapport à un flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.</p> <p>Dans le cas particulier du chloroforme et en raison du caractère éventuellement très fluctuant des niveaux de rejet, les modalités de la conformité à la valeur limite d'émission sont à préciser dans le dossier d'enregistrement.</p>																																												
<p>SECTION 5 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS</p> <p>ARTICLE 35 - INSTALLATIONS DE TRAITEMENT</p> <p>Les installations de traitement des effluents sont conçues de manière à tenir compte des variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et, si besoin, en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La détoxification des eaux résiduaires est effectuée soit en continu, soit par bâchées.</p> <p>Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser sont effectués soit en continu, soit à chaque bâchée, selon la méthode de traitement adoptée.</p> <p>L'ouvrage d'évacuation des eaux issues de la station de détoxification est aménagé pour permettre ou faciliter la mesure de débit et l'exécution des prélèvements.</p>						Conforme	L’installation de traitement sera correctement conçue. L’exploitant assurera l’exploitation et l’entretien de l’installation.																																					

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
CHAPITRE IV : EMISSIONS DANS L'AIR		
SECTION 1 : GENERALITES		
<i>ARTICLE 36 - DISPOSITIONS GENERALES</i>		
<p>Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté.</p> <p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration.</p>	Conforme	<p>Des systèmes de captation des rejets atmosphériques sont présents sur les différentes sources d'émissions du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les machines fermées des bains de traitement et les cuves ouvertes des lignes chimique et électrolytique, – la cabine et la hotte d'application de vernis, – l'étuve de séchage du vernis, – la zone de perçage / registration. <p>Selon les informations transmises, les aspirations ont été correctement dimensionnées.</p>
<p>Le stockage de produits volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, est confiné (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p>	Conforme	<p>Les produits chimiques non utilisés sont stockés dans des bidons fermés. Il n'y a pas de stockage vrac ou à l'air libre.</p> <p>Tous les produits sont stockés ou utilisés dans le bâtiment, qui est fermé, hormis les deux nouvelles cuves de stockage d'acides et de bases usagées. Ces deux cuves seront installées à l'extérieur du bâtiment. Elles seront soit double peau soit installées sur rétention.</p> <p>Les poussières de perçage sont filtrées par un filtre de décolmatage et sont récupérées dans un sac fermé.</p>
SECTION 2 : REJETS A L'ATMOSPHERE		
<i>ARTICLE 37 - POINTS DE REJETS</i>		
<p>Les éventuels points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les éventuels conduits d'extraction sont éloignés au maximum des locaux habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne comportent pas d'obstacles à la diffusion des gaz. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants.</p> <p>La dilution des effluents est interdite. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration.</p>	Mise en conformité prévue	<p>Le site compte 6 points de rejet pour les bains de traitement de surface, 1 pour le four d'étamage, 1 pour l'application de vernis et 1 pour l'étuve de séchage du vernis.</p> <p><i>Les points de rejet visés par les articles ci-contre sont ceux des bains de traitement de surface 2565.</i></p> <p>→ Travaux de mise en conformité : Les rejets atmosphériques des bains de traitement de surface seront regroupés de sorte à limiter le nombre d'émissaires. Le(s) rejet(s) du traitement de surface sera placé en toiture, au nord du bâtiment (les habitations étant au sud).</p>
<i>ARTICLE 38 - POINTS DE MESURES</i>		
<p>Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.</p>	Mise en conformité prévue	<p>→ Travaux de mise en conformité : Un point de prélèvement sera aménagé en toiture.</p>

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY									
ARTICLE 39 - HAUTEUR DES CONDUITS D'EXTRACTION											
Indépendamment des valeurs limites d'émission et des débits d'odeur définis ci-après, le débouché des conduits d'extraction dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.	Mise en conformité prévue	Les conduits sont actuellement en façade. → Travaux de mise en conformité : Le(s) rejet(s) du traitement de surface sera placé en toiture, au nord du bâtiment (les habitations étant au sud) et dépassera de 3 mètres le faitage du bâtiment. <i>Il en sera fait de même pour le rejet atmosphérique du four d'étamage (classé à déclaration sous la rubrique ICPE 2563).</i> <i>En revanche, la cabine de vernis étant en dessous des seuils de classement de la rubrique 2940, les points de rejets ne seront pas modifiés.</i>									
SECTION 3 : DEBIT ET MESURES											
ARTICLE 40											
Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé. Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées. Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux non dilués.	/	/									
CHAPITRE VII : BRUITS ET VIBRATIONS											
ARTICLE 41 – BRUITS ET VIBRATIONS											
<p><u>I.</u> Valeurs limites de bruit.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table><tr><th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30% de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	A vérifier	Aucune mesure sonore n'est disponible à ce jour. → Vérification périodique : Une campagne acoustique sera réalisée sous 6 mois après la fin des travaux de mise en conformité.
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									
<p><u>II.</u> Véhicules - Engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	Conforme	Les engins de manutention sont utilisés à l'intérieur du bâtiment et sont aux normes. L'usage d'alarme est réservé aux situations accidentelles.									
<p><u>III.</u> Vibrations</p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I de l'arrêté du 24 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2230 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>	/	Les installations du site ne sont à l'origine de vibrations particulières.									

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
<p>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant, par un organisme qualifié à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	Conforme	Une campagne acoustique sera réalisée sous 6 mois après la fin des travaux de mise en conformité.
CHAPITRE VIII : DECHETS		
ARTICLE 42 - GENERALITES		
<p>Sont soumis aux dispositions du présent titre tous les déchets générés, y compris l'ensemble des résidus de traitement (boues, rebuts de fabrication, bains ou solvants usés, bains morts, résines échangeuses d'ions, etc.).</p> <p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 2 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p> <p>Lorsque la quantité de déchets produite dépasse le seuil défini à l'article D. 543-280 du code de l'environnement, le tri et la valorisation prévus aux articles D. 543-281 et suivants de ce même code sont mis en place.</p>	Conforme	<p>Les déchets sont triés selon leur nature et stockés de façon adaptée :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Déchets de bureaux dans des poubelles, – Benne de cartons, – Benne de DIB, – Stockage dans l'atelier pour les déchets de panneaux, – Vidange des bains directement depuis l'atelier, – A l'avenir : boues du système de traitement des eaux industrielles. <p>Les déchets ne sont pas entreposés plus de 2 mois.</p> <p>Hormis les poubelles qui sont récupérées par la collecte communale, les déchets du site sont pris en charge par des prestataires et sont orientés vers des filières agréées.</p>
<p>L'exploitant conserve pendant 5 ans l'attestation prévue à l'article D. 543-284 de ce même code ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets. Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi qui est conservé pendant 5 ans.</p>	Conforme	<p>Les filières réceptrices des déchets fournissent un certificat.</p> <p>Les déchets dangereux font l'objet d'un BSD.</p> <p>L'exploitant conservera ces documents pendant 5 ans.</p>
ARTICLE 43 - BRULAGE		
<p>Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux est interdit.</p>	Conforme	Aucun brûlage à l'air libre n'est réalisé.
CHAPITRE VIII : SURVEILLANCE DES EMISSIONS		
SECTION 1 : GENERALITES		
ARTICLE 44		
<p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles du présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant 5 années.</p>	Conforme	<p>L'exploitant a établi un programme de surveillance des émissions (eau, air, bruit).</p> <p>Ces mesures seront effectuées par des organismes agréés et conservés 5 ans par l'exploitant.</p>

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
SECTION 2 : EMISSIONS DANS L’AIR		
ARTICLE 45 - DISPOSITIONS GENERALES		
I. Dispositions générales La surveillance des rejets dans l'air porte sur : <ul style="list-style-type: none">le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;les valeurs limites d'émissions. Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.	Conforme	L’exploitant réalisera une surveillance annuelle des rejets atmosphériques.
SECTION 3 : EMISSIONS DANS L’EAU		
ARTICLE 46		
I. Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé, etc.) non chargés de produits toxiques. En cas de traitement par bâchée, un échantillon représentatif est analysé avant rejet.	Conforme	L’exploitant réalisera une surveillance des eaux pluviales. En revanche, une fois les travaux terminés, il n’y aura pas de rejets d’eaux industrielles : <ul style="list-style-type: none">Les eaux de rinçage, les rinçages morts et les microgravures seront traitées sur résines, et réutilisées dans le procédé (absence de rejet),Les eaux concentrés des développeuses et les eaux de dégraissage seront évacuées comme déchets vers des filières agréées.
II. Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet. Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.		
III. Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. [...]		
SECTION 4 : IMPACTS SUR LES EAUX SOUTERRAINES		
ARTICLE 47		
L'exploitant d'une installation où sont présentes plus de 5 tonnes de substances et mélanges dangereux à mention de danger H310, H330 ou H370 ou 50 tonnes de substances et mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H311, H331, H350, H351 ou H372 réalise une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">un puits au moins est implanté en aval du site de l'installation. La définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique jointe au dossier d'enregistrement ;deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude hydrogéologique citée ci-dessus. L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.	/	Sans objet : Il y a 3 produits toxiques utilisés sur le site : <ul style="list-style-type: none">« ULTRASTRIP 218 RESIST STRIPPER » (H301 H310 H314 H317 H332 H334 H335 H371 H373 H412)Acide nitrique (H290 H314 H331 EUH071)Bleu de thymol (H225 H331 H311 H301 H370) pour le laboratoire Le cumul des quantités stockées et des quantités mises en œuvre dans les bains ne dépasse pas 1 500 L.
TITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2564		
[...]	/	Sans objet pour le site étudié

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
TITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2565		
ARTICLE 53 - GESTION DES PRODUITS		
Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et des autres substances ou mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372 sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne renferme pas de solutions acides. Les locaux sont pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.	Mise en conformité prévue	Quelques produits toxiques (H300, H310, H311, H331) sont présents sur le site. Ils sont stockés dans des bidons fermés, dans un local dédié au stockage de produits dangereux. Ce local dispose d'une porte sectionnelle de fermeture, mais n'a pas de système de ventilation. → Travaux de mise en conformité : Un système de ventilation sera mis en place dans le local de stockage des produits dangereux.
Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de cyanures, de trioxyde de chrome et autres produits dangereux. Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains et cuves de traitement. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur.	Conforme	Les produits sont manipulés par du personnel formé.
ARTICLE 54 - RETENTIONS, REGULATION THERMIQUE ET EPURATION		
Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).	Conforme	Les capacités de rétention sont adaptées aux produits qu'elles peuvent contenir.
Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.	Mise en conformité prévue	Actuellement, les aires de rétention ne disposent pas d'alarme en point bas. → Travaux de mise en conformité : Pour les aires de rétention de plus de 1000 L, une alarme de point bas sera mise en place. Les capacités de rétention ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux (relevage manuel).
Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.	Conforme	Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.
Les réacteurs de décyanuration et de déchromatation sont munis de rétentions sélectives, avec un déclencheur d'alarme en point bas. L'ensemble de l'ouvrage épuratoire est construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme. La détoxification d'effluents cyanurés et le stockage de bains usés ou concentrés cyanurés sont implantés de manière à éviter toute possibilité de stagnation de vapeurs ou gaz toxiques.	/	Absence de décyanuration ou de déchromatation à ce jour. Absence d'effluents cyanurés à ce jour. A noter que l'ajout d'une ligne de finition Nickel-Or (avec cyanure) est envisagée. Le projet se conformera à la prescription ci-contre.

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY
ARTICLE 55 - CONSOMMATION SPECIFIQUE		
<p>I. Les systèmes de rinçage sont conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible.</p> <p>La consommation spécifique d'eau maximale de l'installation est définie par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement.</p> <p>Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les eaux de rinçage ; – les vidanges de cuves de rinçage ; – les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ; – les vidanges des cuves de traitement ; – les eaux de lavage des sols ; – les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques. <p>Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les eaux de refroidissement ; – les eaux évaporées ; – les eaux pluviales ; – les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé. <p>On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.</p> <p>Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et subit un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).</p>	Conforme	<p>I et II. Des mesures de réduction de la consommation en eau ont été réalisées, comme la mise en place d'une électrovanne au niveau des bains de rinçage pour alimenter les lignes de traitement de surface en 2017.</p> <p>Le calcul de la consommation spécifique a été réalisé en prenant en compte les chiffres recueillis sur une période de 8 mois.</p> <p>Une incertitude de 20% est incluse dans le résultat final pour tenir compte des éventuelles sous ou surévaluations du nombre de panneaux passés dans les différents bains et des dernières évolutions du système d'osmoseur (modification de certains paramètres permettant de diminuer de 2 m³ par jour la consommation).</p> <p>Les calculs de consommation spécifiques indiquent une consommation de 5 L/m²/FR.</p> <p>Le détail du calcul est disponible en Annexe 1.</p> <p><i>FR = fonction de rinçage</i></p>
<p>II. La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Pour les opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils en continu, cette consommation spécifique n'excèdera pas 2 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Le calcul de la consommation spécifique est joint au dossier de demande d'enregistrement.</p>		
<p>III. A la demande de l'exploitant et comme explicité dans son dossier de demande d'enregistrement, les valeurs limites d'émission en concentration définies à l'article 33 et la consommation spécifique fixée au II ci-dessus, peuvent être modifiées conformément aux dispositions ci-après et sous réserve de ne pas augmenter le flux de polluant autorisé. Cette possibilité ne s'applique pas aux opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils cités au II ci-dessus.</p> <p>Si la consommation spécifique de l'installation est supérieure à la consommation spécifique de référence (soit 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage), pour une raison justifiée par l'analyse de son impact sur le milieu récepteur, et après emploi des meilleures techniques disponibles, des valeurs d'émission plus contraignantes s'appliquent qui ne peuvent entraîner un dépassement du flux calculé en fonction de la consommation spécifique de l'installation, comme indiqué au IV ci-après.</p> <p>Dans le cas d'une consommation d'eau inférieure à la consommation spécifique de référence (8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage), des valeurs limites d'émission plus élevées s'appliquent calculées comme indiqué au IV du présent article, à condition que l'acceptabilité de ces valeurs d'émission par le milieu récepteur soit démontrée par l'exploitant. Ces valeurs limites d'émissions ne peuvent excéder trois fois les valeurs limites d'émission définies à l'article 33.</p>	/	/
<p>IV. Pour l'application des dispositions prévues au III, les valeurs limites d'émissions en concentration (C) et la consommation spécifique (D) sont définies de manière que le flux F défini ci-dessous n'excède pas le « flux de référence » :</p> $Fréf = (Créf \times Dréf \times n \times S) / 1\,000$ <p>Où :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Fréf = flux de référence exprimé en g/jour ; – Créf = valeur limite d'émission de référence, pour un polluant donné, exprimée en mg/litre, telle que définie à l'article 34 ; – Dréf = consommation spécifique de référence = 8 litres/m² et par fonction de rinçage ; – n = nombre moyen de fonctions de rinçages subies par les pièces ; – S = surface quotidienne traitée (calculée en moyenne mensuelle), exprimée en mètre carré, telle que définie au I de l'article 55 ; – F = (C × D × n × S) / 1 000 ; – C = valeur limite d'émission applicable, pour un polluant donné, exprimée en mg/litre ; – D = consommation spécifique fixée applicable, exprimée en litres/m² et par fonction de rinçage. 		

Prescriptions réglementaires	Conformité	Site CIRLY																						
ARTICLE 56 - CADMIUM ET CYANURES																								
Les installations nouvelles au sens de l'article 1 ^{er} qui mettent en œuvre du cadmium ou du cyanure ne rejettent aucun effluent aqueux et fonctionnent en circuit fermé. Il en est de même de l'extension d'une installation existante nécessitant un nouvel enregistrement, mentionnée au même article lorsqu'elle donne lieu à l'utilisation de nouveaux locaux.	/	Absence cadmium ou cyanure à ce jour. Le projet prévoit néanmoins que les eaux industrielles soient en circuit fermé.																						
ARTICLE 57 - EMISSIONS DANS L'AIR																								
<p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration dont le dimensionnement est joint au dossier de demande d'enregistrement. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.</p> <p>L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés.</p> <table><tr><th>POLLUANT</th><th>REJET DIRECT (en mg/m³)</th></tr><tr><td>Acidité totale exprimée en H</td><td>0,5</td></tr><tr><td>HF, exprimé en F</td><td>2</td></tr><tr><td>Cr total</td><td>1</td></tr><tr><td>Cr VI</td><td>0,1</td></tr><tr><td>Ni</td><td>5</td></tr><tr><td>CN</td><td>1</td></tr><tr><td>Alcalins, exprimés en OH</td><td>10</td></tr><tr><td>NOx, exprimés en NO₂</td><td>200</td></tr><tr><td>SO₂</td><td>100</td></tr><tr><td>NH₃</td><td>30</td></tr></table> <p>Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.</p> <p>Cas particulier de l'attaque nitrique / NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m³ sur un cycle de production et à 800 mg/m³ comme maximum instantané.</p>	POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m³)	Acidité totale exprimée en H	0,5	HF, exprimé en F	2	Cr total	1	Cr VI	0,1	Ni	5	CN	1	Alcalins, exprimés en OH	10	NOx, exprimés en NO ₂	200	SO ₂	100	NH ₃	30	A vérifier	<p>Les extracteurs liés aux machines ont été dimensionnés selon les préconisations des constructeurs.</p> <p>Les débits d’aspiration de chaque extracteur sont :</p> <ul style="list-style-type: none">– Lignes verticales d’électrolyse et chimique : 10000 à 15000 m³/h (cuves ouvertes)– Ligne horizontale de strippage de film sec : 180 m³/h (cuves fermées)– Ligne horizontale de traitement de surface : 180 m³/h (cuves fermées)– Ligne horizontale d’oxydation : 180 m³/h (cuves fermées)– Ligne horizontale de gravure : 480 m³/h (cuves fermées)– Lignes horizontales de développement : 360 m³/h (cuves fermées)– Lignes horizontales de blackhole : 480 m³/h (cuves fermées)– Module de vernis par spray : 800 m³/h (module fermé)– Module d’étamage étain (leveller) : 1500 m³/h (module fermé) <p>Aucune mesure des rejets atmosphériques des bains de traitement de surface n’est disponible.</p> <p>➔ Vérification périodique : Une campagne de mesure des rejets atmosphériques des bains de traitement de surface sera réalisée sous 6 mois après la fin des travaux de mise en conformité.</p>
POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m³)																							
Acidité totale exprimée en H	0,5																							
HF, exprimé en F	2																							
Cr total	1																							
Cr VI	0,1																							
Ni	5																							
CN	1																							
Alcalins, exprimés en OH	10																							
NOx, exprimés en NO ₂	200																							
SO ₂	100																							
NH ₃	30																							
ARTICLE 58 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS																								
Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d’être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.	Conforme	L’exploitant réalisera une mesure de ces rejets atmosphériques tous les ans.																						
CHAPITRE IX : EXECUTION																								
ARTICLE 59																								
Cet arrêté entre en vigueur à la même date que le décret n° 2019-292 du 9 avril 2019.	/	/																						
ARTICLE 60																								
<p>Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.</p> <p>Fait le 9 avril 2019.</p> <p>Pour le ministre d'Etat et par délégation :</p> <p>Le directeur général de la prévention des risques,</p> <p>C. Bourillet</p>	/	/																						

Le site est conforme aux prescriptions qui lui sont applicables à l'exception des points listés ci-dessous.

Pour plusieurs prescriptions, un plan d'actions a été défini pour assurer la mise en conformité des installations. Néanmoins pour certains points, une demande d'aménagement aux prescriptions générales est formulée et argumentée dans le dossier (PJ n°7).

Plan d'actions

Tableau 2 : Plan d'actions

Article de l'AMPG	Thématique	Etat des installations & Plan d'actions	Délais prévisionnels
Limitation d'accès au site			
5	Clôture	Aucune clôture n'est présente en bordure Est, bien que la forêt limite l'accès au site. → Mise en place une clôture à l'est du site.	1 ^{er} semestre 2024
Dispositions constructives de résistance au feu			
11	Séparations coupe-feu	Le local de stockage de produits chimiques, le local d'étamage et le local de vernis sont les principaux locaux à risque d'incendie. → Ces locaux seront mis coupe-feu 2h : flocage REI 120 sur les parois et toiture, et remplacement des portes pour être EI 120.	1 ^{er} semestre 2024
11	Séparations coupe-feu	→ Un compartimentage coupe-feu 2h sera mis en place pour isoler l'atelier de traitement de surface de la moitié nord du site. Cela permettra de limiter le risque d'incendie et de réduire les besoins en eau d'extinction du site.	1 ^{er} semestre 2024
17	Skydomes	Le caractère non gouttant (d0) des skydomes n'est pas connu. → Les skydomes existants seront remplacés par des skydomes d0.	2 ^{ème} semestre 2024
Accès pour les pompiers			
12	Voie d'accès	La voirie d'accès n'est présente que sur la façade nord du bâtiment (et l'espace disponible autour du bâtiment ne permet pas de créer une voirie périphérique). → Une aire de retournement de 20m de diamètre sera aménagée sur le parking pour permettre l'accès des pompiers.	1 ^{er} semestre 2024
12	Accès en dehors des heures d'ouverture	→ Un système d'accès pour le SDIS sera mis en place en cas d'absence de personnel sur le site. Plusieurs systèmes sont envisageables (digicode, clé, appel à distance). Le choix sera réalisé en concertation avec le SDIS.	2 ^{ème} semestre 2023
Désenfumage			
13	Désenfumage du local Vernis et du local Etamage	Aucun ouvrant de désenfumage n'est présent dans le local Vernis et dans le local Etamage. → La mise en place de trappe de désenfumage dans ces locaux est prévue (conception à l'étude).	1 ^{er} semestre 2024

Article de l'AMPG	Thématique	Etat des installations & Plan d'actions	Délais prévisionnels
13	Désenfumage du local de stockage de produits chimiques et de l'atelier de traitement de surface	<p>Des ouvrants de désenfumage sont présents en toiture de l'atelier et du local de stockage de produits. En revanche, les trappes sont en nombre insuffisants et les commandes de désenfumage ne sont pas automatiques.</p> <p>→ Un système de déclenchement automatique sera mis en place (déclenchement asservi à la détection incendie, ou détection locale à l'exutoire par fusible).</p> <p>→ Des ouvrants de désenfumage seront à ajouter de sorte à représenter une surface utile de 2% de la surface des locaux.</p> <p>Les amenées d'air frais peuvent être réalisées uniquement par les portes de quai. La surface de ces ouvertures n'est pas suffisante.</p> <p>→ Des amenées d'air frais seront créées.</p>	1 ^{er} semestre 2024
Rétention et confinement des eaux en cas d'incendie			
20	Rétention	<p>La rétention des lignes de métallisation (ligne électrolytique et ligne chimique) n'est pas conforme.</p> <p>→ Cette rétention sera compartimentée pour tenir compte des incompatibilités des produits et sera redimensionnée.</p>	2 ^{ème} semestre 2024
54	Alarme en point bas de rétention	<p>Actuellement, les rétentions ne disposent pas d'alarme en point bas.</p> <p>→ Pour les retentions de plus de 1000 L, une alarme de point bas sera mise en place.</p>	3 ^{ème} trimestre 2024
20	Confinement des eaux d'extinction incendie	<p>Aucun bassin de rétention (ou un autre dispositif équivalent) des eaux d'extinction incendie n'est présent sur le site.</p> <p>Un bassin de collecte des eaux pluviales de 63 m³ est présent sur le parking, mais ne dispose pas de vanne de coupure.</p> <p>D'après le calcul D9a, le volume de rétention requis (après les travaux de séparation coupe-feu) sera de 215 m³.</p> <p>→ Deux nouveaux bassins de 76 m³ unitaire seront ajoutés en enterré sur le parking. Une vanne de coupure sera mise à l'aval des 3 bassins pour confiner les eaux en cas d'incendie.</p> <p>Cette rétention permettra aussi de collecter un déversement accidentel sur le parking.</p>	1 ^{er} semestre 2024
Affichage des risques			
8	Etiquetage des bacs	→ Les cuves de traitement indiqueront les produits qu'elles contiennent et les étiquetages dangereux associés.	2 ^{ème} semestre 2023
16	ATEX	<p>L'étude ATEX de novembre 2021 identifie 2 zones ATEX (local de perçage des plaques d'Epoxy et filtre de décolmatage)</p> <p>→ La vérification de la conformité des appareils dans ces zones ATEX est en cours. Les appareils seront remplacés si nécessaire et un affichage « ATEX » sera indiqué.</p>	2 ^{ème} semestre 2023
Ventilation			
18	Ventilation	<p>Actuellement, les débouchés de ventilation sont à l'horizontal en façades Est et Ouest du bâtiment, à environ 60 m de la 1^{ère} habitation au sud.</p> <p>→ Les débouchés de ventilation des locaux seront placés à la verticale, en toiture à 1m au-dessus du faitage, le plus au nord possible du bâtiment.</p>	2 ^{ème} semestre 2024

Article de l'AMPG	Thématique	Etat des installations & Plan d'actions	Délais prévisionnels
53	Ventilation du local de produits chimiques	Quelques produits toxiques (H300, H310, H311, H331) sont présents sur le site. Ils sont stockés dans des bidons fermés, dans un local dédié au stockage de produits dangereux. → Un système de ventilation sera mis en place dans le local de stockage des produits dangereux.	2 ^{ème} semestre 2023
Gestion des effluents aqueux			
24 27	Gestion des eaux industrielles	Les eaux industrielles correspondent aux eaux de rinçage des baigns. Comme certaines cuves de traitement de surface contiennent des produits toxiques (H301, H310, H311, H331), les baigns de rinçage sont susceptibles de contenir des produits toxiques. Un bassin de tamponnement permet de lisser le pH des effluents rejetés. En revanche, aucun système de traitement n'est aujourd'hui présent. → Un dispositif de traitement (sur résines) sera installé sur le site. La majorité des eaux industrielles (hormis les concentrés de développeuses et les eaux de dégraissages) seront traitées et réutilisées dans le procédé. Les concentrés de développeuses et les eaux de dégraissages (9 m³/an) seront stockés et évacués comme déchet car non compatibles pour un rejet vers le réseau collectif d'eaux usées.	1 ^{er} semestre 2024
24 29	Eaux pluviales - Traitement	Actuellement, aucun déboureur/déshuileur n'est présent sur le site pour traiter les eaux pluviales de voiries avant rejet au réseau. → Un déboureur/déshuileur sera mis en place pour traiter les eaux pluviales de voiries avant rejet.	1 ^{er} semestre 2024
24 29	Eaux pluviales - Régulation du débit	Actuellement, l'ouvrage de régulation du débit rejeté (bassin de rétention enterré d'environ 63 m ³) n'est pas suffisant. → Deux bassins de rétention de 76 m³ unitaires seront ajoutés sur le parking. Ils permettront d'assurer la gestion d'une pluie de retour de 10 ans, comme demandé par le zonage des eaux pluviales de la commune pour un site existant.	1 ^{er} semestre 2024
Gestion des effluents atmosphériques			
37 39	Points de rejet	Le site compte 6 points de rejet pour les baigns de traitement de surface. → Les rejets atmosphériques des baigns de traitement de surface seront regroupés de sorte à limiter le nombre d'émissaires. Le(s) rejet(s) du traitement de surface sera placé en toiture, au nord du bâtiment (les habitations étant au sud) et dépassera de 3 mètres le faitage du bâtiment. <i>Il en sera fait de même pour le rejet atmosphérique du four d'étamage (classé à déclaration sous la rubrique ICPE 2563). En revanche, la cabine de vernis étant en dessous des seuils de classement de la rubrique 2940, les points de rejets ne seront pas modifiés.</i>	2 ^{ème} semestre 2024
38	Points de prélèvement	→ Un point de prélèvement sera aménagé en toiture.	2 ^{ème} semestre 2024

Article de l'AMPG	Thématique	Etat des installations & Plan d'actions	Délais prévisionnels
Surveillance environnementale			
57	Emissions dans l'air	Aucune mesure des rejets atmosphériques n'est disponible. → Réalisation de mesures de rejets atmosphériques sur les rejets des bains de traitement (paramètres analysés : Chrome total, Chrome VI, Nickel, Alcalins en OH-, Acidité en H+, cyanures, NOx, SO ₂ et ammoniac)	Sous 6 mois après les travaux de mise en conformité du conduit de rejet
41	Mesures de bruit	Aucune mesure sonore n'a été réalisée à ce jour. → Réalisation d'une campagne acoustique en limite de propriété et sur les zones à émergence réglementée	Sous 6 mois après les aménagements / travaux prévus sur le site

Demandes d'aménagement aux prescriptions générales de l'arrêté du 09/04/2019 :

Des demandes d'aménagement aux prescriptions générales sont formulées vis-à-vis de certains articles de l'arrêté, concernant :

- l'aire de mise en station des échelles en impasse (article 12),
- la collecte des eaux pluviales de toiture et de voiries (article 27).

Ces 3 demandes d'aménagements sont présentées en Pièce jointe n°7 du dossier.



ANNEXES

Annexe 1 : Calcul de la consommation spécifique

CALCUL DETAILLÉ DE LA CONSOMMATION SPECIFIQUE - CIRLY

Le calcul de consommation spécifique fourni dans le dossier ICPE indiquait une valeur de 3,8 L/m²/FR. Le calcul était basé sur une période d'une semaine et les relevés pour l'eau DI était directement récupérés sur les lignes de production. De ce fait, la réel consommation de notre osmoseur était sous évaluée.

Pour répondre à la demande de calcul détaillé de la consommation spécifique, nous avons refait nos calculs sur une plus longue période (8 mois) et en prenant directement la consommation de l'osmoseur ce qui nous permet d'inclure les pertes (rétenant) de l'installation.

Nous incluons une incertitude de 20% sur le résultat final pour tenir compte des éventuels sous/sur-évaluation des nombre de panneaux et des dernières évolutions de notre système d'osmoseur (modification de certains paramètres permettant de diminuer de 2m³ par jour notre consommation).

Calcul des consommations sur une période du 21/02/2022 - 07/11/2022 soit 180 jours travaillés						
	Relevés		Consommation sur 180 jours		Consommation moyenne hebdo	
Type d'eau	Eau DI	Eau de ville	Eau DI	Eau de ville	Eau DI	Eau de ville
CAODURO	1,664	1,994	52,58	710,5	0,3	3,9
	54,244	712,461				
Stripper FB	0,212	0,048	76,20	3,0	0,4	0,0
	76,41	3,096				
Préparation de surface / Oxydation	0,069	0,358	89,67	372,3	0,5	2,1
	89,743	372,630				
Gravure / Stripper Sn	0,062		102,6		0,6	0,0
	102,71					
Dvlp FB	0,19		160,2	88,9	0,9	0,5
	160,4	88,87				
Dvlp VE	0,156		151,9	88,0	0,8	0,5
	152,013					
Blackhole	0,726	0,019	273,0	0,2	1,5	0,0
	273,7	0,264				
Brosseuse	1,423	0,027	151,2	1,3	0,8	0,0
	152,6	1,339				
Total ligne			1057	1264		
OSMOSEUR (production d'eau DI)		28359		2116		
		30475				
TOTAL CONSOMMATION SUR LA PERIODE (m³)				3380		
Nombre de fonction de rinçage (FR)						
CONSOMMATION SPECIFIQUE (L/m²/FR)						

Nombre de panneaux passés dans les différentes lignes sur la période du 21/02/2022 - 07/11/2022 (Données PCP + machines)	
Recharge	8785
Etch Back	7868
Argent	2397
Stripper FB	8858
Préparation de surface	15431
Oxydation	8105
Stripper Sn	9441
Gravure	17677
Dvlp FB	8858
Dvlp VE	8660
Blackhole	8785
Brosseuse	17570
Total panneaux	122435
Surface moyenne par panneau (m²)	0,24
SURFACE TOTALE SUR LA PERIODE (m²)	
29384	
23	
5,0	

Nous encadrons notre résultat d'une incertitude de 20% soit : 5 ±1 L/m²/FR

Calcul de la consommation spécifique :

Surface :

On utilise l'ERP de CIRLY (PCP) et les bases de données machines pour la comptabilisation du nombre de circuit traités sur une période donnée.

La surface traitée correspond à la surface immergée (pièce et montage) qui participe à l'entraînement du bain. On prend pour moyenne, un circuit de 300x400mm. Soit 0,12m² par face. Les deux faces doivent être prises en compte dans le calcul, donc 1 panneau équivaut à $0,12 \times 2 = 0,24\text{m}^2$.

Pour obtenir la surface traitée par toutes les lignes de l'entreprise, on multiplie la surface d'un panneau par le nombre de panneaux traité sur une période donnée.

Consommation d'eau :

On utilise les relevés de compteur d'eau présents sur chaque ligne et sur notre production d'eau osmosée pour l'obtention de la consommation relative à la production sur une période donnée.

Dans ces relevés de compteurs, sont pris en compte, les eaux de rinçage, les vidanges de cuves de rinçage et les vidanges des cuves de traitement.

Nombre de fonction de rinçages :

Une fonction de rinçage correspond à chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et subit un rinçage (quelque soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage). Cirly a 23 fonctions de rinçages.

Exemple de calcul :

Sur la période du 21/02/22 au 07/11/22, on comptabilise 122 435 panneaux soit 29 384m² de surface traitée, une consommation de 3 380 m³ et nos 23 fonctions de rinçages.

Ainsi, on obtient une consommation spécifique de 5 L/m²/FR pour cette période donnée.